

LA SENTINELLE



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

BULLETIN TRIMESTRIEL DU BUREAU DE LA REPRÉSENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

MAI - JUIN - JUILLET 2023



LA SANTÉ
POUR TOUS

« L'OMS s'engage à accompagner le Burundi pour la réalisation du plus haut niveau de santé durable possible pour tous les Burundais et à tous les âges à l'horizon 2030 »



SOMMAIRE

Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIEN, Représentant
OMS BURUNDI

Rédacteur-en-chef

Abd Razzack SAIZONOU

Rédacteur-en-chef adjoint/ Design-Graphisme

Grâce NTAHIRAJA

Conseillers à la rédaction

Dr Yao Kouadio Théodore

Collaboration :

Dr. Désiré NOLNA
Mme Marie NIYONKIDI

EDITORIAL

ACTIVITES APPUYEES PAR L'OMS

- Campagne nationale de vaccination 1er tour : Faire du Burundi un pays zéro poliovirus en 120 jours
- Revue à mi-parcours du Plan Conjoint de Travail OMS-MSPLS : Pour un réel impact sur la santé des Burundais
- Journée mondiale de lutte contre le paludisme, édition 2023 : L'OMS aux côtés du Burundi pour vaincre la maladie
- Célébration de journée mondiale du donneur de sang 2023 au Burundi : L'OMS appuie le Gouvernement pour un hommage mérité aux donateurs de sang volontaires et non rémunérés
- Promouvoir les soins de santé primaires pour tendre vers la Couverture Sanitaire Universelle en œuvrant à la bonne pratique de l'hygiène des mains au sein des communautés
- Forum des femmes leaders, 3ème édition : Pour une meilleure promotion de la santé et de la nutrition de la femme, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent au Burundi.
- Lancement de la campagne de distribution de masse MILDIA 2022 : L'OMS contribue à la lutte contre le paludisme au Burundi !
- Groupe des Partenaires Financiers en santé (GPFS) au Burundi : L'OMS prend le lead de la coordination pour promouvoir le bien-être des Burundais à l'horizon 2023

A L'AFFICHE

- A la découverte de Mme Marie NIYONKIDI, assistance personnelle du Représentant de l'OSM au Burundi.

PAROLE D'EXPERT

- Tout sur la riposte contre l'épidémie de la poliomyélite au Burundi. Interview avec Dr. Désiré NOLNA.



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi



Suivez-nous sur Twitter:
<https://twitter.com/WhoBurundi>



Nous sommes aussi sur Facebook:
<https://facebook.com/OMSBurundi>

EDITORIAL



Dr Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au BURUNDI

Chères lectrices, chers lecteurs et chers partenaires !

C'est avec un très grand plaisir que nous vous présentons ce numéro du bulletin trimestriel de l'OMS BURUNDI, La SENTINELLE, pour le compte des mois de mai-juin-juillet 2023. Un trimestre marqué par la grande mobilisation des autorités burundaises soutenues par les partenaires au développement pour riposter à l'épidémie de la poliomyélite en cours dans le pays depuis mars 2023.

Après la déclaration de la ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida le 17 mars 2023, faisant état de cas de poliovirus enregistrés dans la localité d'Isalé, plongeant ainsi le pays dans une situation d'urgence sanitaire assez préoccupante, le Burundi, appuyé par les partenaires de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) s'est engagé dans une lutte acharnée pour éradiquer cette épidémie en 120 jours.

Dans cette perspective, plusieurs activités ont été menées en vue de l'organisation d'une campagne de vaccination de qualité pour mettre les enfants âgés de 0 à 07 ans à l'abri de cette maladie grave et invalidante et leur donner ainsi la chance de vivre et de grandir en marge du handicap de la poliomyélite. Le premier passage de cette campagne de vaccination en trois tours s'est déroulé du 10 au 13 juin 2023 et a permis de vacciner 3 083 820 enfants pour une cible de 2731423 soit une couverture vaccinale administrative de 112%. En attendant les deux derniers passages dont le deuxième est fixé du 17 au 22 août 2023, quelques pages de ce bulletin seront consacrées à un petit bilan de

cette campagne de vaccination avec Dr. Désiré NOLNA. Invité de la rubrique « Parole d'Expert », le coordonnateur de la riposte contre la poliomyélite au Burundi nous édifie sur les bonnes pratiques, les leçons apprises, les défis à relever pour faire du pays un espace zéro polio en 120 jours.

Par ailleurs, au cours de ce trimestre, l'OMS a appuyé le Burundi dans plusieurs initiatives visant à améliorer la santé des populations. A ce titre, nous pouvons citer entre autres la célébration de la journée mondiale de lutte contre le paludisme, celles du donneur de sang et de l'hygiène des mains, sans oublier la tenue de la revue à mi-parcours du plan conjoint de travail OMS-MSPLS.

Le compte rendu de ces activités dans ce numéro de La Sentinelle, qui fait aussi un focus sur la nouvelle casquette que porte désormais l'OMS, et ce pour les deux prochaines années, celle de lead de la coordination du Groupe des partenaires financiers en santé (GPFS).

Et comme il est de tradition dans ce trimestriel, nous ferons connaissance avec un des membres du staff du bureau de l'OMS au Burundi. Mme Marie NIYONKIDI, assistante du Représentant, nous parlera de sa contribution à la santé et au bien-être des Burundais, à travers ses fonctions et responsabilités.

Merci d'accueillir avec le même enthousiasme et la même fidélité ce magazine.

Excellente santé à vous et bonne lecture.



AUDIENCES DU WR

Le 13 juillet 2023, le Représentant de l'OMS, Dr. Xavier CRESPIN, a reçu le nouveau Coordonnateur Résident (RC) par intérim du Système des Nations Unies au Burundi, Mr. Abdou Dieng. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la prise de contact du nouveau RC ai avec les agences spécialisées des Nations Unies. Ce fut l'occasion pour Dr. Xavier CRESPIN le Représentant de présenter à son hôte les différents programmes et les perspectives en matière de santé au Burundi.

Cette visite s'est déroulée en présence des cadres de l'OMS et du chef bureau de la coordination.

Signalons que le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies est le leader de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) et son rôle est de rassembler les différentes agences des Nations Unies afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité de leur action au service du développement du Burundi.



Le Représentant de l'OMS, Dr. Xavier CRESPIN, a reçu une délégation chinoise venue échanger sur la situation sanitaire et la gestion des épidémies en particulier au Burundi. La Chine a, par le passé, appuyé le pays en matière de surveillance, de renforcement des équipes d'intervention rapide et en laboratoire. Les échanges ont aussi porté sur le renforcement des capacités du Burundi dans certaines spécialités comme la génécologie et les soins dentaires avec en perspective, la dotation d'équipements pour la prévention et le traitement des affections.



En mission de supervision au Burundi dans le cadre de la campagne contre la poliomyélite, Mme Ellyn Ogden, coordonnatrice globale de l'USAID pour l'élimination de la polio a été reçue le 13 juin 2023 par Dr. Xavier CRESPIN Représentant de l'OMS au Burundi. Les échanges ont porté sur le déroulement du premier passage de la campagne de vaccination, les actions à mener pour améliorer les deux prochains passages et le renforcement de la coopération entre l'OMS et l'USAID pour l'atteinte de la couverture sanitaire universelle.



Le Représentant de l'OMS, Dr. Xavier CRESPIN, a reçu ce 19 Juillet une délégation du PNUD qui soutient la mise en œuvre des programmes santé au Burundi, composée de Mme Angela de Tommasi, responsable de l'Unité Santé et Mme Muna Shalita, coordinatrice de l'Unité de Gestion du Programme FM au PNUD BURUNDI. Les échanges ont porté sur la mise en œuvre de l'actuelle subvention NFM3 du fond mondial et des perspectives en vue d'améliorer la qualité des interventions dans la lutte contre le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose ainsi que le renforcement du système de santé en général.



CAMPAGNE NATIONALE DE LA VACCINATION 1^{ER} TOUR : FAIRE DU BURUNDI PAYS ZÉRO POLIOVIRUS EN 120 JOURS !

« Je suis très contente de venir ici ce matin avec ma petite fille de 2 ans pour la faire vacciner contre la poliomyélite. Depuis que j'ai appris que cette maladie est revenue dans le pays j'ai peur. La polio est une maladie très grave et nous ne voulons pas que nos enfants l'attrapent ». Ainsi s'exprimait Dame Gloria INAMAHORO, 33 ans habitante du quartier populaire de Kamenge où s'est tenu le lancement officiel de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite dont le premier passage se déroule du 10 au 13 juin 2023 sur toute l'étendue du territoire. L'objectif du Gouvernement est d'atteindre 100% d'enfants de 0 à 7 ans afin d'éradiquer la poliomyélite dans le pays d'ici 120 jours. Présidé par la Première Dame SE Angéline

Ndayishimiye, ce lancement officiel a vu la participation des autorités locales administratives, dont le Maire de la ville de Bujumbura, la Ministre de la santé et de la lutte contre le Sida, Dr. Sylvie NZEYIMANA, les partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la Poliomyélite (IMEP) : OMS, UNICEF, GAVI, USAID, ROTARY CLUB INTERNATIONAL et CDC AFRIQUE et d'autres partenaires au développement, sans oublier les parents d'enfants qui ont massivement fait le déplacement, en guise de réponse à l'appel du gouvernement, pour permettre à leurs enfants de recevoir leurs deux doses de vaccin à l'occasion de ce premier passage de cette campagne de vaccination basée sous la stratégie porte-à-porte. « Je sais que même si je restais chez moi les agents



vaccinateurs vont passer, mais je n'ai pas voulu attendre. J'ai préféré venir ici pour que mon petit garçon de 3 ans 5 mois puisse être vacciné. Et même si les vaccinateurs viennent encore à la maison, mon enfant recevra toujours ses deux doses », explique Concilia UWIMANA, 36 ans, vendeuse de fruits, toute ravie avec le regard figé sur le doigt marqué à l'encre noire de son petit garçon.

Les cérémonies de lancement de cette campagne ont démarré par l'administration des doses de vaccins à quelques enfants par la Première Dame. Et comme pour donner le bon exemple SE Angéline NDAYISHIMIYE a fait venir deux de ses enfants de la tranche d'âge ciblée pour les vacciner de ses propres doigts.

S'en est suivi le ballet des allocutions de circonstance dont celles du Maire de Bujumbura, du chef de file des partenaires de l'IMEP, de la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida et de la Première Dame du pays. Après avoir remercié tous les partenaires en l'occurrence

ceux de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite pour leurs appuis constants au Burundi afin de l'aider à faire face efficacement à l'épidémie de poliomyélite déclarée dans le pays depuis le 17 mars 2023, SE Angéline NDAYISHIMIYE a sollicité la mobilisation de tout un chacun pour bouter hors du Burundi cette maladie grave et invalidante. « Au nom de l'Office de la Première Dame pour le Développement dont l'une des missions est la promotion de la santé mère-enfant, je félicite le MSPLS qui a mis en place cette campagne de vaccination contre la poliomyélite et j'appelle tous les parents mais aussi les autorités au niveau de tous les secteurs de la vie publique à veiller à ce que tout enfant âgé de 0 à 7 ans soit vacciné durant ce premier passage de 4 jours ainsi que durant les autres passages qui vous seront communiqués au moment venu. La vaccination est efficace, sûre et gratuite pour protéger nos enfants. Je vous encourage aussi de poursuivre la vaccination de routine, car la résurgence de certaines maladies évitables par la vaccination comme la rougeole et la poliomyélite démontre qu'il y a des parents qui ne respectent pas le calendrier vaccinal. », a déclaré la Première Dame du Burundi.



SE La Première Dame lors de la cérémonie de lancement du 1er passage de la campagne de vaccination contre la poliomyélite.

« Je voudrais féliciter le Gouvernement du Burundi car grâce à ses efforts, le pays avait franchi un pas considérable dans la vaccination contre la poliomyélite dont le dernier cas remontait à 1990. Ainsi, j'appelle les parents à maintenir ces efforts en faisant vacciner leurs enfants contre cette maladie durant cette campagne, car un enfant non vacciné est un risque pour tout le pays de plonger le pays dans une autre épidémie. Je voudrais réitérer mes remerciements à tous les partenaires qui appuient le Gouvernement du Burundi

“

“J'appelle tous les parents et les autorités à veiller à ce que tout enfant de 0 à 7 ans soit vacciné durant cette campagne de vaccination contre la poliomyélite.”



dans la promotion de la bonne santé, en particulier l'initiative mondiale d'éradication de la polio qui a contribué à l'organisation de cette campagne de vaccination contre la poliomyélite », a souligné la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Dr. Sylvie NZEYIMANA.

Le Porte-parole du chef de file des partenaires de l'IMEP a remercié le Gouvernement du Burundi pour tous les efforts consentis, en collaboration avec ses partenaires, en investissant dans la mise en œuvre de l'approche Atteindre Chaque Enfant afin de garantir à tous les enfants de 0 à 18 mois une immunité contre les maladies évitables par la vaccination.



SE La Première Dame administrant le vaccin à un enfant.

Ainsi pour accompagner le pays face à la situation épidémique qu'il depuis le 13 mars 2023, « les partenaires ont mobilisé 1,8 million de dollars américains pour le premier passage de la riposte vaccinale et mis à contribution du personnel additionnel pour renforcer la surveillance active des cas de paralysies flasques et renforcer la vaccination des enfants au niveau de toutes les provinces. Cependant en matière de survie de l'enfant, en plus de la vaccination, les parents doivent associer d'autres interventions préventives telles que le lavage correct des mains à l'eau et au savon, la consommation de l'eau et des aliments propres », a prévenu le porte-parole des partenaires de l'IMEP.

Ce premier passage de la campagne de vaccination dont les deux derniers tours se dérouleront en juillet et Août 2023 en synchronisation avec les pays frontaliers comme le Rwanda et le Tanzanie, mobilisera 120.000 travailleurs de santé. Ceux-ci passeront de maison en maison pour recenser, sensibiliser, mobiliser et administrer plus de 3,7 millions de doses de vaccin nVPO2 à plus deux millions d'enfants de 0 à 7 ans pour leur donner la chance de grandir en bonne santé. Notons que cette campagne de vaccination contre la poliomyélite est la première qu'organise le Burundi depuis plus de dix ans. Le pays ayant été déclaré libre de la poliomyélite depuis 2006.



La Ministre en charge de la santé donnant les gouttes de vaccin.



Des membres de l'IMEP (UNICEF et USAID) échangeant lors de la supervision du 1er passage de la campagne.



Séance de vaccination lors du 2ème passage.



Le Représentant de l'OMS, Dr Xavier Crespin et le Secrétaire Permanent du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Dr Olivier Nijimbere.

REVUE À MI-PARCOURS DU PLAN CONJOINT DE TRAVAIL OMS-MSPLS : POUR UN RÉEL IMPACT SUR LA SANTÉ DES BURUNDAIS !

Depuis plusieurs années c'est une tradition pour les cadres de l'OMS et ceux du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS), sous le leadership de leurs responsables, de se retrouver tous les six mois pour faire le point de la mise en œuvre des activités du plan conjoint de travail afin de dégager les succès, les contraintes et les leçons apprises, puis s'en servir pour élaborer un nouveau plan devant régir les activités conjointes pour le prochain semestre de l'année en cours. Le 13 juillet 2023 les cadres techniques des deux institutions partenaires ont encore sacrifié à la tradition dans la salle de réunion de l'OMS, sous la présidence conjointe du Représentant de l'OMS au Burundi, Dr. Xavier CRESPIN et du Secrétaire permanent du MSPLS, Dr. Olivier NIJEMBERE. Ce fut l'occasion pour Dr. Xavier CRESPIN de saluer la bonne collaboration qui existe entre son Institution et le MSPLS. « Je me réjouis des bonnes, pour ne pas dire, excellentes relations qui lient l'OMS et le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida. Longue vie à ce partenariat au service de la santé et le bien-être de la population burundaise.

Je voudrais réitérer encore une fois, l'engagement de l'OMS d'apporter son soutien au Gouvernement pour l'amélioration de la santé des Burundais », a promis le Représentant de l'OMS.

Prenant la parole au nom du Ministre de la santé, Dr Olivier NIJEMBERE, a félicité l'OMS pour son appui constant au Burundi et surtout pour la nouvelle casquette qu'elle porte depuis ce mois de juillet où le groupe des partenaires financiers en santé l'a fait, pour une période de deux ans, lead pour la coordination de ses activités. « ... Cette nouvelle responsabilité vient renforcer notre collaboration, qui était déjà fructueuse. Ainsi, cette session d'évaluation va nous permettre de passer en revue les activités menées au cours du 1er semestre de l'année 2023 et de se projeter sur les six prochains mois conformément au Plan de travail 2023. Je voudrais donc tous vous inviter à bien suivre cette séance et apporter votre expertise pour que, dans les prochains mois, nous puissions aboutir à un plan mis à jour nous permettant d'améliorer la santé de la population », a déclaré le Secrétaire permanent du MSPLS.



En février 2023, un plan conjoint OMS-MSPLS a été signé par Madame la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Dr Sylvie NZEYIMANA et le Représentant de l'OMS Burundi.

Ce plan, basé sur la stratégie de coopération 2019-2023 de l'OMS vise à améliorer la santé des populations du Burundi et prend en compte les grandes priorités stratégiques que sont : un accès équitable à des services de santé de qualité dans le cadre de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU), le renforcement des capacités nationales à gérer les urgences de santé publique, la promotion de la santé, la réduction des facteurs de risque des maladies non transmissibles ainsi que la production des données et l'innovation en matière de santé.

Après 6 mois de mise en œuvre des activités, cette évaluation a permis de constater que 65% des activités ont été réalisées ou en cours de réalisation. Les échanges ont porté sur l'amélioration de la performance de certains programmes et un plan d'accélération des activités non encore réalisées a été présenté. L'atelier de ce 13 juin a ainsi permis de faire le bilan à mi-parcours des activités du plan conjoint exécutées et relever le niveau de performance d'ensemble

(programme et budget), sans oublier les défis rencontrés dans la mise en œuvre.

Par ailleurs, des recommandations ont été formulées afin d'accélérer les activités non encore réalisées pour les mois à venir. En somme, les deux parties ont manifesté leur entière satisfaction pour le taux de réalisation atteint, espérant que le nouveau plan élaboré augurera de meilleurs résultats pour le second semestre 2023.



Vue d'ensemble des participants OMS-MSPLS.



Photo de famille des participants à la Revue.



Mme la Ministre en charge de la santé distribuant les moustiquaires imprégnées aux femmes bénéficiaires.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME, ÉDITION 2023: L'OMS AUX CÔTÉS DU BURUNDI POUR VAINCRE LA MALADIE

“Nous lançons un appel à tous les burundais de dormir sous les moustiquaires imprégnées d'insecticide, car il s'agit du moyen le plus efficace de se protéger contre le paludisme.” Cet appel de la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Dr. Sylvie NZEYIMANA, a été lancé à Bubanza le 29 juin 2023, date choisie par le Burundi pour commémorer cette année la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, célébrée le 25 avril de chaque année.

Le thème de l'édition 2023 de cette journée est “ Il est temps de parvenir à zéro cas de paludisme: investir, innover et mettre en oeuvre”. Occasion pour les autorités burundaises de faire le point du chemin parcouru en matière de lutte contre la malaria et surtout d'afficher, une nouvelle fois, leur volonté à faire du pays un espace zéro palu d'ici 2027. “Le thème de cette année cadre bien avec le contexte mondial en matière de lutte contre la malaria, car l'OMS vient de déclarer officiellement la mise au point du vaccin contre la malaria. Ce vaccin va protéger les enfants âgés 9 mois et 24 mois contre le paludisme, une

tranche d'âge qui est très touchée par la maladie. Les préparatifs sont en cours pour faire parvenir le vaccin dans notre pays”, a confié Dr. Sylvie NZEYIMANA. Elle a tenu à préciser: “Cette année, nous avons accompli beaucoup de progrès en matière de lutte contre le paludisme. Des efforts qui ont mobilisé tout le pays, mais également les partenaires au développement qui ne cessent d'accompagner le Burundi vers l'amélioration de la santé de sa population. Nous saisissons cette occasion pour les remercier...”, a souligné la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida. Dr. Sylvie NZEYIMANA était effectivement entourée de certains de ces partenaires au développement dont la Croix Rouge, l'Alliance GAVI, le PNUD et l'OMS. A ce titre le délégué du Représentant de l'OMS est revenu sur l'importance de la célébration de cette journée importante dans la réalisation du plus haut niveau de santé durable pour tous.

« La Journée mondiale contre le paludisme célébrée chaque année nous donne aussi l'occasion de faire le point du chemin parcouru, des avancées enregistrées



les défis à relever en matière de recherches pour venir à bout de cette maladie qui, malheureusement, reste la première cause de mortalité dans beaucoup de pays du continent, surtout en Afrique subsaharienne », a indiqué Dr. Dieudonné Nicayenzi qui a aussi partagé les grandes avancées réalisées tant en Afrique que dans le monde quant à la lutte contre le paludisme.

« Du point de vue des progrès réalisés, un engagement solide au niveau national a été manifeste malgré la pandémie de COVID-19 et cela s'est traduit par de nombreuses réussites. Environ 75 % des 171 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide prévues ont été distribuées.

Le traitement préventif saisonnier du paludisme a été étendu à près de 45 millions d'enfants dans 15 pays africains, en très forte augmentation par rapport aux 33,4 millions d'enfants qui avaient été touchés par ce traitement en 2020.

Dans le même temps, la prestation des services de dépistage et de traitement du paludisme a été maintenue. En outre, plus de 1,6 milliard de cas de paludisme et 11 millions de décès dus à cette maladie ont été évités dans la Région africaine de l'OMS entre 2000 et 2021.

En outre, le premier vaccin antipaludique recommandé par l'OMS pour prévenir le paludisme chez les enfants (également appelé RTS, S) sauve des vies. Au Ghana, au Kenya et au Malawi, où le vaccin a été administré à près de 1,5 million d'enfants dans le cadre d'un programme pilote coordonné par l'OMS, le nombre d'hospitalisations pour paludisme grave a très nettement diminué, tout comme le nombre de décès d'enfants à cause de ce fléau.

Au moins 28 pays africains ont manifesté leur intérêt pour l'introduction du vaccin antipaludique, et d'autres pays devraient commencer à vacciner leurs populations au début de 2024 », a souligné le délégué du Représentant de l'OMS. Dr. Dieudonné Nicayenzi en a profité pour réitérer l'engagement de l'OMS à poursuivre son appui au Burundi dans la promotion du bien-être des populations. « Cette Journée mondiale de lutte contre le paludisme constitue aussi une tribune appropriée pour renouveler nos engagements, en tant que partenaires au développement, à renforcer nos appuis multiformes au pays dans la prévention du paludisme et la lutte contre ce fléau. Tout en réitérant mes remerciements au Gouvernement pour tous les efforts entrepris ces dernières années afin de faire du Burundi un pays zéro palu d'ici 2030, je voudrais l'inviter, à travers vous, Mme le Ministre de la santé publique et de la lutte contre

“

Je voudrais inviter le Gouvernement à redoubler son engagement à mettre en oeuvre un plan d'accélération ambitieux pour réduire le taux de paludisme au Burundi.”

le Sida, à redoubler son engagement à mettre en oeuvre un plan d'accélération ambitieux et innovant pour réduire rapidement le fardeau du paludisme et sauver les vies de ses populations », a plaidé Dr. Nicayenzi.

Signalons que la célébration de l'édition 2023 de la Journée mondiale de lutte contre le Sida a démarré par la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide aux femmes venues en consultation prénatale au centre de santé de Mpanda, dans la province de Bubanza. La Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida a saisi cette opportunité pour exhorter les femmes bénéficiaires d'une façon particulière et à la population en générale au bon usage des moustiquaires. « Veuillez bien utiliser les moustiquaires reçues lors des distributions, éviter de les vendre ou de les utiliser pour des fins inappropriées.

Nous vous demandons également de toujours vous rendre au centre de santé le plus proche, dès les premiers symptômes de la maladie, et surtout de bien suivre le traitement comme indiqué par les médecins”, a conseillé Dr. Sylvie NZEYIMANA.



Le Délégué du Représentant de l'OMS lors de la distribution des moustiquaires aux femmes.



Le Présidium lors de la cérémonie : La Ministre de la santé au centre avec à sa droite le délégué du Représentant de l'OMS.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG 2023 AU BURUNDI : L'OMS APPUIE LE GOUVERNEMENT POUR UN HOMMAGE MÉRITÉ AUX DONNEURS DE SANG VOLONTAIRES ET NON RÉMUNÉRÉS.

« Le don de sang est un acte de solidarité et surtout d'amour dont les bénéfices sont inestimables pour la vie de nos concitoyens ». Ces mots sont ceux de Marc Epaphrodite GIRUKWISHAKA, porte-parole des donneurs de sang. Il les a prononcés lors de la journée mondiale du donneur de sang célébrée au Burundi le 15 juin 2023 dans la province de Muyinga, sous le thème « Sang, plasma : partageons la vie, donnons souvent ! ». Placée sous la présidence de la Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Dr. Sylvie NZEYIMANA, en présence des partenaires au développement dont l'OMS et des centaines de donneurs volontaires, cette célébration a servi de tribune pour inviter toute personne en bonne santé et en âge de le faire de ne pas hésiter à s'acquitter de cette œuvre salvatrice pour secourir tous ceux qui se trouveraient dans le besoin de sang, notamment les femmes enceintes, les enfants, les accidentés etc. Ce fut l'occasion de rendre un hommage mérité aux donneurs volontaires et non rémunérés en ce jour que la communauté internationale leur dédie. « Je voudrais remercier et féliciter les donneurs volontaires pour l'œuvre charitable qu'ils font à l'endroit de toute la

population en rendant leur sang disponible au profit de ceux qui en ont besoin. Je les félicite et les encourage à continuer à donner leur sang pour sauver des vies.

Je voudrais aussi inviter les jeunes et tous ceux qui sont en mesure de le faire de se joindre aux autres donneurs pour que le Burundi puisse couvrir ses besoins en produits sanguins de qualité. Le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida ne ménagera aucun effort pour soutenir le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) dans la collecte et la conservation des produits sanguins », a promis Dr. Sylvie NZEYIMANA.

Prenant la parole au nom du Représentant de l'OMS, Dr. Donatien BIGIRIMANA a d'abord rappelé l'importance de cette célébration et surtout celle du thème choisi : « cette journée nous offre l'occasion de sensibiliser le grand public à la sécurité du sang et des produits sanguins tels que le plasma, et de mettre en lumière la contribution essentielle des donneurs de sang volontaires et non rémunérés qui sauvent des vies. Le slogan de cette année « Sang, plasma : partageons la vie, donnons souvent ! » souligne le rôle que chaque



personne peut jouer en faisant le don précieux de sang ou de plasma pour créer un stock sûr et durable en sang et en produits sanguins qui puisse être toujours disponible pour tous les patients qui en ont besoin ».

Le délégué du Représentant de l'OMS a félicité le Gouvernement du Burundi pour les efforts consentis en vue de maintenir non seulement des services de transfusion sanguine de qualité mais d'augmenter le nombre de donneurs en cette période.

Et à l'endroit des donneurs de sang et du personnel des services de transfusion sanguine, Dr. Donatien BIGIRIMANA a eu ces mots : « à vous tous, donneurs de sang, le remarquable travail que vous faites, individuellement ou à travers vos différents clubs et associations, a contribué à sauver des millions de vies au Burundi. Nous vous en remercions. Nous saluons aussi les efforts inlassables du personnel des services de transfusion sanguine, qui s'est profondément engagé à maintenir un approvisionnement essentiel en sang, tout comme les contributions des équipes médicales qui administrent le sang de façon rationnelle pour sauver des vies », a-t-il déclaré, avant de renouveler les engagements de l'OMS auprès du Burundi afin que plus personne ne meurt par manque de sang dans le pays. « Pour sa part, le Bureau de l'OMS au Burundi, avec le soutien du Bureau régional à Brazzaville et le Siège, continuera de soutenir les efforts du Gouvernement dans la mise en place de services de transfusion sanguines fiables et efficaces, basés sur le don de sang volontaire, bénévole et non rémunéré », a tenu à rappeler l'administrateur national chargé des produits de santé à l'OMS BURUNDI.

A l'occasion de l'édition 2023 de la Journée mondiale des donneurs de sang, des dons ont été offerts aux donneurs les plus réguliers et les plus assidus pour les encourager et les inviter à poursuivre cette œuvre salvatrice, mais surtout à inciter les autres à leur emboîter le pas. Mais la cerise sur le gâteau de cette célébration est la collecte de poches de sang à travers une

“

On ne perd rien en donnant son sang. Au contraire, on gagne beaucoup en permettant à quelqu'un d'autre d'être sauvé grâce au don de sang.”



Séance de don de sang.

mobilisation de donneurs volontaires venus nombreux offrir gracieusement leur sang pour sauver des vies. Plus de 300 poches de sang ont été collectées. Une action caritative dont se réjouissent les sieurs Aimable NYABENDA, 48 ans, en service au MSPLS et Aaron-Elysée BIHENDAMASO, 48 ans, enseignant. Tous deux venus faire gratuitement don de leur sang ce 15 juin 2023 à l'école technique de gestion de Mukoni, province de Muyinga. Ils lancent cet appel : « donner du sang à une personne, même si vous ne la connaissez pas, a une grande importance dans la vie et une portée divine. Si quelqu'un manque du sang, il manque de la source vitale de vie.

Raison pour laquelle j'invite tout le monde capable de le faire de ne pas hésiter à donner son sang pour aider d'autres à avoir la vie sauve », interpelle Aimable NYABENDA. « Moi je donne mon sang depuis l'âge de 17 ans. C'est peut-être mon vingtième don de sang aujourd'hui.

Ce geste est très significatif pour moi car, contribuer à sauver la vie à une personne est un acte capital et nécessaire. Je demande à ceux qui sont en bonne santé et qui ont l'âge requis de donner leur sang.

En donnant leur sang, ils ne perdent rien du tout. Au contraire ils gagnent beaucoup en permettant à quelqu'un d'autre, à l'actif de la mort peut-être, d'être sauvé grâce au don de sang », prophétise Aaron-Elysée BIHENDAMASO. Et Marc Epaphrodite GIRUKWISHAKA de plaider à l'endroit des médecins provinciaux et de tous responsables sanitaires du pays pour l'organisation d'une journée de conscientisation afin que « les donneurs de sang puissent sensibiliser la population et mobiliser d'autres potentiels donneurs en faveur de la cause du don de sang volontaire et non rémunéré pour que tout Burundais qui en a besoin puisse avoir le nombre de poches nécessaire pour sa survie », a proposé le porte-parole des donneurs de sang.



Mr Janvier Nahayo, TPS au Centre médical communautaire de Buyenzi..

PROMOUVOIR LES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES POUR TENDRE VERS LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE EN ŒUVRANT À LA BONNE PRATIQUE DE L'HYGIÈNE DES MAINS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS.

Vêtu de sa blouse de travail, Janvier NAHAYO, la quarantaine, s'est positionné devant l'entrée du Centre médical communautaire (CMC) de Buyenzi où il officie en qualité de technicien de promotion de la santé (TPS). Il oriente chaque patient (te) qui arrive en consultation vers le point de lavage des mains du centre de santé afin qu'il se lave les mains avant d'être reçu par l'agent de santé. « Nous veillons à ce que tout patient qui entre dans ce centre se lave d'abord les mains avant de passer à la salle de consultation. Mais nous sensibilisons aussi toute la population à se laver les mains à l'eau propre et au savon régulièrement pour prévenir les maladies des mains sales », confie le sieur Janvier pour expliquer son travail au sein du CMC de Buyenzi. « Cette activité qui s'est vue renforcée avec la pandémie de COVID19 est très importante au regard des cas de maladies comme le choléra, la diarrhée, la fièvre typhoïde, etc. que nous enregistrons dans la communauté, alors que ces pathologies peuvent être évitées par une hygiène appropriée des mains », fait remarquer notre TPS. Cette précaution hygiénique est d'autant plus exigée surtout avec la menace des maladies hémorragiques comme Ebola et Marburg. « La pratique régulière de l'hygiène des mains est essentielle pour prévenir les infections, réduire la propagation des

maladies, protéger notre santé et celle des autres, et maintenir des environnements de soins de santé sûrs. C'est une mesure simple mais efficace pour maintenir une bonne hygiène et promouvoir la santé publique », souligne Dr. Brandon. N. VOULOFO, Directeur pays de l'ONG Global Peace Chain (GPC), un des acteurs non étatiques clés dans la promotion de l'hygiène des mains au Burundi. « Au Burundi, l'accès à l'eau et au savon peut être un défi dans certaines régions, en particulier dans les zones rurales. Cela peut avoir un impact sur la capacité des individus à pratiquer l'hygiène des mains de manière régulière et efficace. Dans de telles situations, l'utilisation de désinfectants pour les mains à base d'alcool peut être encouragée comme alternative lorsque l'eau et le savon ne sont pas disponibles... », estime le Directeur de GPC.

L'hygiène effective des mains est d'autant plus cruciale que sa non-observance est source de plusieurs types d'infections. « Les risques sont essentiellement sanitaires, les mains constituent le carrefour de transmission des germes pathogènes : au niveau des communautés, la transmission est d'abord individuelle par auto inoculation continue des microorganismes en touchant ses yeux, son nez, sa bouche, sans souci d'hygiène. Elle est ensuite



interhumaine suite aux habitudes sociales de salutation par le serrage des mains ou en touchant des objets qui lui sont proches sans le minimum d'hygiène de ses mains. Au niveau des établissements de santé, les prestataires de soins qui ignorent cette pratique deviennent de véritables réservoirs de microorganismes pathogènes déjà sensibilisés aux antibiotiques d'usage hospitalier. Le grand risque en milieu de soins est l'émergence des infections associées aux soins et la résistance aux anti microbiens », détaille Dr. Angèle NIYONSABA du MSPLS. Pour Dr. Diane Senya NZEYIMANA, ces risques sont de véritables vecteurs de maladies graves et mortelles comme « le Choléra, la Dysenterie bacillaire, la salmonellose, la poliomyélite etc..., des maladies respiratoires manu portée comme la grippe, la covid-19 et les fièvres hémorragiques comme la maladie à virus Ebola (MVE) et la maladie à virus Marburg (MVM) etc. », dit Dr. Diane N. responsable des risques d'infections à l'OMS BURUNDI.

Face au danger que constitue le manque de l'hygiène des mains et pour protéger la population contre les pathologies qui y sont liées, plusieurs actions sont entreprises par le Gouvernement du Burundi via le service de l'hygiène et sécurité en milieu de soins du MSPLS avec le soutien des partenaires au développement, notamment l'OMS.

Aux dires de Dr. Angèle NIYONSABA, « Pour l'hygiène, l'OMS appuie, dans le cadre du plan conjoint MSPLS-OMS, les interventions du MSPLS dans la mise en œuvre de l'approche « Prévention et Contrôle des Infections » ; la gestion des déchets médicaux et la célébration de la journée mondiale de l'hygiène des mains le 5 Mai de chaque année », indique la cheffe service d'hygiène et de sécurité en milieu de santé dont les propos sont soutenus par Dr. Diane NZEYIMANA de l'OMS qui résume les appuis de l'OMS au Gouvernement burundais pour la promotion d'une bonne hygiène des mains en ces termes :

« L'OMS accompagne le pays à travers l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, des travaux de recherche afin de mettre au point et de tester de nouvelles stratégies de promotion de la santé dans ce domaine ; l'élaboration de nouvelles interventions sanitaires, comme la vaccination contre les rota virus et la formation des agents de santé, notamment au niveau communautaire », renchérit Dr. Diane NZEYIMANA.

Toujours dans son élan d'aider le Burundi à atteindre la Couverture sanitaire universelle, l'OMS collabore avec des organisations non étatiques comme GPC pour le bien-être des populations. Ainsi avec l'appui technique et financier de l'OMS, GPC a pu « mener un Projet de

construction de 10 points de lavage des mains dans les formations sanitaires couvertes par le projet résilience. L'objectif de cette intervention était de Contribuer à l'implémentation du Programme de prévention et de contrôle des infections dans les formations sanitaires. Cette activité a bénéficié aux populations des provinces de Bujumbura, Bujumbura Mairie, Kirundo, Muramvya, Rumonge. Toujours avec l'appui de l'OMS nous avons mis à la disposition des déplacés et des écoles de Gatumba, Kinyinya et Maramvya des points de lavage des mains et des latrines pour permettre à ces communautés de vivre dans un environnement sain et salubre », a indiqué Dr. Brondon VOOUFO de GPC.

“

“L'OMS accompagne le Burundi à travers l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement afin de promouvoir la santé communautaire.”

Cependant, au-delà de ces actions menées et au vu des menaces environnementales auxquelles font face les populations, il urge que d'autres initiatives soient prises pour faire de l'observance de l'hygiène des mains une réalité concrète au Burundi.

Pour le sieur Janvier NAHAYO, technicien de promotion de la santé : « il faudrait mettre l'accent sur la communication pour le changement de comportement afin de promouvoir la pratique de l'hygiène des mains. Ceci doit impliquer les décideurs politiques, les professionnels de santé, les organisations des sociétés civiles, les patients et la population générale. Il faudrait aussi que nous les TPS nous soyons renforcés en capacités et dotés d'équipements didactiques pour nous permettre de mener à bien nos activités de sensibilisation et de mobilisation des populations », plaide Janvier NAHAYO. Tandis que Dr. Brondon VOOUFO propose comme pistes de solutions « la formation des enseignants et l'intégration dans les programmes des modules sur l'hygiène des mains, le renforcement des infrastructures sanitaires, la surveillance épidémiologique, la collaboration avec les organisations de la société civile.

Ces organisations peuvent jouer un rôle clé dans la diffusion d'informations, la formation et la mobilisation communautaire. En combinant ces différentes mesures, nous pouvons réussir à promouvoir une bonne hygiène des mains au Burundi et améliorer la santé et le bien-être des populations », espère le Directeur Pays de Global Peace Chain.



Le Représentant de l'OMS, Dr Xavier Crespin et la déléguée de l'UE lors de la passation de charges sous le regard du Secrétaire Permanent du MSPLS.

GRUPE DES PARTENAIRES FINANCIERS EN SANTÉ (GPFS) AU BURUNDI : L'OMS PREND LE LEAD DE LA COORDINATION POUR PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DES BURUNDAIS À L'HORIZON 2030

« L'OMS ne ménagera aucun effort pour assumer cette nouvelle responsabilité qui nous échoit d'assurer la coordination du groupe des partenaires financiers en santé (GPFS). Nous voudrions remercier le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida pour cette confiance accordée et l'Union Européenne pour les résultats obtenus durant son mandat de deux ans. L'OMS œuvrera à renforcer la coordination et le partenariat en faveur de la santé et du bien-être de la population burundaise ». Dixit Dr. Xavier CRESPIN, le 04 juillet 2023 lors de la passation de charge entre l'Union Européenne et l'OMS qui assurera pour les deux prochaines années la coordination du GPFS. Ce nouveau rôle qui vient s'ajouter à celui classique de conseiller technique qu'elle assumait, permettra à l'OMS de peser davantage de son poids dans l'harmonisation des appuis à apporter au Burundi pour accompagner le pays vers l'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle

(CSU). « Au nom du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, je voudrais féliciter l'OMS et lui renouveler notre confiance pour la qualité des appuis multiformes qu'elle apporte au Burundi. Nous espérons qu'à travers cette nouvelle responsabilité l'institution veillera à ce que la collaboration entre le Burundi et les partenaires soit davantage renforcée pour l'amélioration de la santé des populations du pays », a déclaré le Secrétaire Permanent du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Dr. Olivier NIJIMBERE, en présence de Mme Laura BENETT, chargée de programme santé à l'Union Européenne, des cadres du MSPLS et de l'OMS.

Le Groupe des Partenaires Financiers en Santé est un groupe stratégique réunissant les chefs de coopération et/ou les chefs de mission des organisations bilatérales, multilatérales et des institutions du système des Nations



Unies qui appuient le secteur de la santé au Burundi. Le Groupe vise à promouvoir une réelle synergie et une complémentarité exemplaire entre tous les partenaires, afin de définir des positions communes sur la vision sanitaire du pays.

Il s'agit d'un important cadre stratégique de coopération entre les partenaires financiers et le pays bénéficiaire.

Présidé par le Ministère de la santé et de la lutte contre le Sida secondé par le chef de file des partenaires, le GPFS travaille en étroite collaboration avec le Ministère de tutelle dans le cadre du mécanisme unique de coordination des partenaires appelé « Cadre de concertation des Partenaires pour la Santé et le Développement – CPSD ».

Après la Belgique, la France et l'Union Européenne qui ont assuré la coordination depuis la création de l'institution, c'est au tour de l'OMS de prendre le témoin pour contribuer à relever les défis auxquels le GPFS se trouve confronter. Il s'agit de l'élaboration d'une cartographie des appuis des Partenaires au Développement en synergie avec la collecte de données du Groupe consultatif des politiques ou du

Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida ; et le renforcement des groupes thématiques à travers des réunions ad-hoc, selon les besoins. Pour Dr. Xavier CRESPIE, « l'OMS veillera, tout au long de son mandat, à harmoniser les approches des partenaires vis-à-vis de la partie nationale. Elle œuvrera à poursuivre l'investissement dans le dialogue, la coordination stratégique en matière de santé, la mobilisation des ressources nécessaires en vue d'améliorer l'état de santé et le bien-être de tous les Burundais et à tous les âges à l'horizon 2030 », promet le Représentant de l'OMS.



Vue d'ensemble des participants à la cérémonie de passation des charges.



Photo de famille des participants à la cérémonie de passation des charges.

DR. DÉsirÉ NOLNA

**COORDONNATEUR DE LA
RIPOSTE À LA POLIO**

Face à l'épidémie de la poliomyélite en cours au Burundi depuis le 13 mars 2023, les autorités sanitaires, avec l'appui des Partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio (IMEP), se sont investies dans d'importantes activités pour mener une campagne de vaccination de qualité en trois passages. En marge du deuxième tour prévu du 17 au 22 août 2023, nous donnons

la parole au Coordonnateur de la Riposte à la polio. Dr. Désiré NOLNA, fait dans cet entretien le bilan du premier passage de la campagne de vaccination organisé du 10 au 13 juin 2023. Il nous édifie sur les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis à relever pour éradiquer la poliomyélite du pays en 120 jours comme l'envisagent les autorités sanitaires burundaises

QUESTION : Vous êtes le coordonnateur de la Riposte contre l'épidémie de poliomyélite déclarée ici au Burundi depuis le 13 mars 2023. Où en est-on de cette riposte ?

REPONSE : L'épidémie a été confirmée le 13 mars 2023 par le laboratoire du CDC Atlanta, la déclaration de l'épidémie et de l'urgence de santé publique de portée nationale a été faite le 17 mars 2023 par Madame le

Ministre de la Santé lors d'un point de presse radio télévisé le 17 mars 2023. A date le Burundi compte au total, 21 poliovirus confirmés dont un chez un enfant de quatre ans et 20 à partir de la surveillance environnementale. Le mécanisme de coordination nationale de la riposte à l'épidémie a été mis en place et activé le 21 mars 2023 par la désignation du gestionnaire de l'incident qui pilote les interventions de la riposte et complété par la



décision ministérielle désignant le Gestionnaire adjoint de l'Incident, des chefs des piliers et des membres de l'unité de coordination de riposte Polio (URP) le 4 avril 2023. Ce cadre sert d'interface entre les décideurs, les partenaires et les acteurs de mise en œuvre au niveau national et fonctionne normalement sous la direction du MSPLS. Les réunions se tiennent tous les mardis et vendredis de chaque semaine.

Les partenaires locaux de l'Initiative Mondiale de l'Eradication de la Polio (IMEP) ont mis en place une instance stratégique de coordination des actions sous le leadership des chefs d'agences.

Ce mécanisme stratégique fournit des orientations concertées à la coordination technique de l'IMEP que je dirige pour une assistance technique optimale et concertée des partenaires à l'URP dans la gestion de l'épidémie.

Le coordonnateur IMEP assure l'interface entre les agences, les acteurs gouvernementaux et les parties

“

Par des mécanismes appropriés, le Burundi a élaboré un plan de riposte adapté pour stopper l'épidémie de la poliomyélite à travers des interventions dont le premier de la série des trois passages de la campagne vaccinale nationale »

prenantes. Il s'assure la coordination des interventions et intervenants. Il oriente les différentes instances dans la prise de décision en fonction des normes et standards de l'IMEP.

Par le canal des mécanismes de coordination suscités, le Burundi a élaboré un plan de riposte à l'épidémie de polio assorti d'un mécanisme de suivi-évaluation en référence à l'évaluation de risque d'expansion de l'épidémie.

Ce plan de réponse a permis de mobiliser des ressources (humaines, logistiques et financières) pour stopper l'épidémie à travers des interventions parmi lesquelles le premier de la série des trois passages de la campagne vaccinale nationale qui a été organisée du 10-13 juin 2023 et ciblant les enfants âgés de 0 à 7 ans. Les leçons apprises de ce premier passage et les conclusions de l'évaluation qui en a suivi, constituent le socle de la préparation du second passage prévu du 17 au 22 août 2023. « Par des mécanismes appropriés, le Burundi

a élaboré un plan de riposte adapté pour stopper l'épidémie de la poliomyélite à travers des interventions dont le premier de la série des trois passages de la campagne vaccinale nationale »

QUESTION : Avant d'aller un peu plus loin dans cet entretien, pouvez-vous nous rappeler les grandes activités qui ont été menées dans le cadre de la préparation de cette riposte ?

REPONSE : Dans le cadre de la préparation, outre, les mécanismes de coordination sus-évoqués, les grandes lignes des activités comprennent :

- Les négociations fructueuses ayant abouties à l'adoption par les autorités nationales de la stratégie porte à porte pour la riposte vaccinale, recommandée par les directives de l'IMEP ;
- Le renforcement des capacités du pays dans l'organisation des campagnes de vaccination polio de qualité dont la dernière expérience remonte en 2011 ;
- L'élaboration d'un plan budgétisé de la riposte ;
- L'élaboration d'un micro plan pour chacun des 49 districts de santé que compte le Burundi en référence au plan de riposte ;
- La préparation du pays pour la satisfaction des 13 exigences préalables à l'utilisation du vaccin nVPO2 ;
- L'acquisition de 4 383 porte-vaccins supplémentaires pour combler le déficit en besoin du pays pour les équipes de vaccination ;
- Le renforcement de la surveillance des paralysies flasques aiguës (PFA) et l'évaluation de l'extension du réseau de la surveillance environnementale de la polio ;
- La commande et la mise à disposition des intrants et consommables de la vaccination ;
- La mise à niveau des acteurs à tous les niveaux sur plusieurs domaines parmi lesquels je peux citer (i) la prévention de la communication de crise, (ii) la communication sur le nOPV2 (nouveau vaccin antipoliomyélitique monovalent de type 2), (iii) la logistique et la gestion des vaccins, (iv) la surveillance de la polio, (v) la micro planification, ...

QUESTION : Et bien évidemment la finalité de toutes ces activités est d'aboutir à une campagne de vaccination de qualité face à cette épidémie. Après le premier passage qui a eu lieu du 10-13 juin 2023 et le deuxième passage en préparation, quel bilan pouvez-vous dresser ? Rappelons que l'objectif de cette campagne de vaccination est d'atteindre 95% des enfants de 0 à 7 ans. Les fruits ont-ils tenu la promesse des fleurs ?



REPONSE : Je salue sincèrement les efforts déployés par le pays lors du premier passage au cours duquel, plus de trois millions d'enfants de 0 à 7 ans ont été vaccinés selon les données administratives pour une cible d'un peu plus de 2,7 millions. Quand on sait que le Burundi est à sa première expérience dans l'organisation de la campagne de vaccination selon la stratégie porte à porte et au regard de la géographie du pays, reconnue très accidentée, avec environ 12 000 collines et sous-collines à arpenter par les acteurs de première ligne pour administrer le vaccin aux enfants cibles, je respecte une fois de plus ces résultats.

Les standards de l'IMEP définissent une campagne de vaccination de qualité comme une campagne pendant laquelle au moins 90% des districts sanitaires ont atteint la couverture vaccinale d'au moins 95% après enquête post vaccinale.

Dans le cas du Burundi, l'enquête indépendante du premier passage de la campagne de riposte vaccinale a montré que 57% (28/49) des districts sanitaires a atteint cette couverture vaccinale minimale de 95%.

“

Avec l'expérience du premier passage de la campagne vaccinale et des sessions de renforcement de capacités réalisées, les acteurs sont plus outillés pour les prochaines étapes ».

Il apparaît clairement que des efforts additionnels doivent être fournis lors du deuxième passage pour augmenter de 57% à 90% les districts sanitaires ayant une couverture vaccinale minimale de 95% pour se conformer à la norme qualité.

QUESTION : Le deuxième passage de la campagne de vaccination devrait être fait en synchronisation avec des pays frontaliers du Burundi comme le Rwanda et la Tanzanie. Qu'attendez-vous concrètement de cette opération ?

REPONSE : La synchronisation est une stratégie qui consiste à organiser de manière simultanée les activités de vaccination entre au moins deux pays qui partagent une ou plusieurs frontières communes. La finalité est de maximiser les chances de vacciner un grand nombre d'enfants sur un espace géographique plus large de sorte

à accroître la protection de la population (l'immunité collective) contre une maladie. Dans notre cas, il s'agit de la poliomyélite.

La synchronisation offre cet avantage de couvrir des populations cibles généralement laissées pour compte, desservies par les approches classiques des services de vaccination dans les espaces neutres, les passerelles frontalières, les espaces de transit informels, les migrants, les nomades etc. C'est aussi une excellente opportunité de renforcer les liens et la collaboration entre acteurs transfrontaliers, ce qui peut être capitalisé pour les programmes de routine comme la surveillance des maladies, la vaccination systématique, ...

« Avec l'expérience du premier passage de la campagne vaccinale et des sessions de renforcement de capacités réalisées, les acteurs sont plus outillés pour les prochaines étapes ».

QUESTION : Quels ont été les grands défis enregistrés lors de cette riposte contre la poliomyélite ?

REPONSE : Comme dit précédemment, la stratégie porte à porte est une première au Burundi. Le premier défi porte sur les capacités du pays à maîtriser la stratégie. Avec l'expérience du premier passage de la campagne vaccinale et des sessions de renforcement de capacités réalisées, les acteurs sont plus outillés pour les prochaines étapes. Le second défi est lié à la faible disponibilité chronique du carburant dans le pays.

Lors du premier passage de la campagne de riposte vaccinale des ruptures de stocks du carburant ont été enregistrées dès le jour 2 dans des stations-services de plusieurs districts de santé, ayant compromis le bon déroulement des interventions. Des dispositions ont été prises avec les Gouverneurs des provinces lors de la réunion d'évaluation de ce premier passage à laquelle ils ont participé le 4 juillet 2023, pour qu'ils priorisent l'approvisionnement du carburant aux intervenants de la campagne de vaccination lors des prochains passages.

QUESTION : Il y a eu sans doute des cas de bonnes pratiques. Lesquelles des plus pertinentes pouvez-vous évoquer ?

REPONSE : Certainement, il faut citer l'engagement des autorités au plus haut niveau de l'Etat pour la riposte à cette épidémie. Rappelez-vous que c'est la Première Dame qui a personnellement présidé les cérémonies officielles de lancement du premier passage de la campagne vaccinale de riposte polio. Mieux encore, elle a profité de cette cérémonie pour vacciner publiquement le fils du Chef de l'Etat. Ceci est un signal très fort et on ne peut espérer mieux en termes d'engagement du pays et de meilleure pratique.



La déclaration de l'épidémie, la mise en place dans les délais prescrits par les procédures opératoires et standards de la gestion de l'épidémie de polio et le fonctionnement des mécanismes de coordination ont énormément facilité la réponse à l'épidémie. L'appropriation des acteurs nationaux et l'adhésion communautaire aux interventions de réponse sont des acquis à consolider pour les prochaines étapes et les urgences futures. Pour illustration, j'ai vu des mamans apporter leurs enfants au PEV (Programme élargi de vaccination) pour les faire vacciner quand elles ont réalisé au soir du dernier jour de la campagne que les équipes n'avaient pas visité ou revisité leurs ménages.

« La préparation et la réponse aux urgences est une composante à part entière du plan de développement d'un pays et ne peuvent être prises de manière isolée. Le partenariat multilatéral, bilatéral, public et privé devra être aussi considéré ».

QUESTION : Dans le cadre de la riposte, il est prévu trois passages de vaccination. Avez-vous l'espoir que les deux prochains passages vont aider à sonner le glas de la poliomyélite au Burundi en 120 jours comme les autorités burundaises l'ont prévu ? Si oui, sur quoi se fonde votre espoir ?

REPONSE : Les standards de l'IMEP définissent deux principaux critères pour stopper l'épidémie de polio : la célérité de la réponse vaccinale qui devrait intervenir 28 jours après la confirmation de l'épidémie et la réalisation de deux passages de la campagne de vaccination de qualité avec un intervalle de quatre à six semaines.

Tout en saluant les efforts et sacrifices consentis par le pays pour arrêter la circulation du poliovirus au Burundi, il y a lieu de noter que des efforts additionnels sont requis pour stopper l'épidémie. Sur le critère de la célérité la première riposte vaccinale est intervenue près de 90 jours (10 juin 2023) après la notification de l'épidémie (13 mars 2023). Sur le critère de la qualité de la riposte vaccinale, 57% (pour un objectif de 90%) des districts de santé ont atteint une couverture vaccinale d'au moins 95% au premier passage.

Le second passage interviendrait le 17 août 2023, deux mois après le premier ; largement au-delà des six semaines d'intervalle de temps maximal requis. Aucun des deux critères n'est satisfait à date. Avec la décision d'intégrer des interventions additionnelles (supplémentation en vitamine A et déparasitage à l'Albendazole) à l'administration au nVPO2 (nouveau vaccin antipoliomyélique monovalent de type 2) lors du second passage de la campagne de vaccination,

pour répondre aux grands problèmes de santé publique nationale que sont (i) l'endémicité des géo helminthiases avec un taux de détection estimé à 71% des examens de selles chez des enfants âgés de 5 à 14 ans, réalisés dans les centres de santé et (ii) la carence en vitamine A dont la fréquence est de 28% pour un seuil limite de 15%; notamment chez les enfants d'âge préscolaire, le pays espère atteindre le niveau de qualité requis par une plus grande adhésion de la population à cette campagne de vaccination intégrée et maintenir ce niveau de qualité au troisième passage pour stopper l'épidémie.

“

« La préparation et la réponse aux urgences est une composante à part entière du plan de développement d'un pays et ne peuvent être prises de manière isolée. Le partenariat multilatéral, bilatéral, public et privé devra être aussi considéré ».

QUESTION : En votre qualité d'expert polio, quels conseils ou quelles recommandations pouvez-vous faire à vos collègues burundais intervenant dans les opérations de préparation et de réponse aux épidémies afin de prévenir la survenance de ces situations d'urgences sanitaires ?

REPONSE : La préparation et la riposte aux épidémies et autres urgences de santé publique est un travail d'équipe, de collaboration. Il requiert une organisation basée sur les normes et directives dans une approche multisectorielle et multidisciplinaire. Chaque acteur a un rôle à jouer et il peut le faire lorsqu'il est impliqué et orienté sur ses rôles et responsabilités entant que partie prenante.

Toutefois, la démarche doit être placée dans un contexte global de l'organisation du système de santé incluant l'offre et l'accès aux services de santé de base. La préparation et la réponse aux urgences est une composante à part entière du plan de développement d'un pays et ne peuvent être prises de manière isolée. Le partenariat multilatéral, bilatéral, public et privé devra être aussi considéré.

A L’AFFICHE

Mme Marie NIYONKIDI

ASSISTANTE DU REPRESENTANT

Pour beaucoup, elle représente « les yeux et les oreilles » du patron. A tort ou à raison ! Toujours est-il que Mme Marie NIYONKIDI est la collaboratrice la plus proche de Mr. Le Représentant de l’OMS. En sa qualité d’assistante personnelle, elle s’occupe de l’agenda du Représentant et recueille tous les documents nécessaires à la réalisation du suivi administratif. Logée à un niveau stratégique de l’organigramme, la position

de Mme Marie NIYONKIDI s’avère très importante pour le fonctionnement harmonieux et efficace du bureau. Dans cet entretien qu’elle nous a accordé, l’assistante personnelle du Représentant nous retrace son parcours à l’OMS Burundi et ses responsabilités au sein de l’institution. Elle explique comment ses fonctions influent sur la santé et le bien-être des Burundais et Burundaises. Verbatim !

QUESTION : Depuis quand travaillez-vous à l’OMS BURUNDI ?

REPONSE : Je travaille à l’OMS depuis le 02 janvier 2018 exactement !

QUESTION : Comment vous y êtes arrivée ?

REPONSE : Je travaillais dans un projet du Fonds mondial, quand j’ai senti que ledit projet vas’arrêter je me suis mise à frapper à d’autres portes pour trouver du travail. Chaque jour que Dieu fait, je consultais le journal le Renouveau à la page des offres d’emplois. Un beau jour, je suis tombée sur une offre de l’OMS relative au recrutement d’un (e) Assistant (e) du Représentant pour une durée de 6 mois. Comme on le dit vulgairement « qui ne risque rien n’a

rien ». J’ai fait fi de la courte période annoncée pour le poste et j’ai déposé ma candidature. De 6 mois, me voici à ma 6ème année à l’OMS BURUNDI.

QUESTION : Avez-vous été recrutée pour occuper directement le poste d’assistante du Représentant ou vous avez assuré d’autres fonctions avant de vous retrouver à ce poste ?

REPONSE : J’ai été recrutée exceptionnellement pour occuper ce poste. Cependant j’ai été souvent appelée à appuyer des collègues à d’autres postes aussi bien au niveau national qu’à l’international. « Être assistante du Représentant c’est faire preuve



appelée à assurer l'intérim de l'Assistante aux Finances. C'est un domaine que je ne maîtrisais pas, mais j'ai pu m'en sortir valablement, puisse que j'ai été suffisamment briffée.

QUESTION : Travailler comme assistante du WR/OMS, qu'est-ce que cela implique ?

REPONSE : Quand vous occupez un tel poste vous devez faire preuve d'entière disponibilité, de courtoisie, de discrétion, d'attention soutenue et surtout privilégier la communication. C'est aussi un poste qui nécessite que vous soyez polyvalente afin de pouvoir répondre à d'autres obligations professionnelles qui ne relèvent pas toujours de votre cahier de charges. Ce qui n'est pas souvent facile.

« Une bonne collaboration interinstitutionnelle, une bonne gestion des appuis sont les gages de l'efficacité de nos interventions et de la réputation de l'institution ».

QUESTION : Racontez-nous une anecdote qui vous a le plus marquée depuis que vous travaillez à l'OMS BURUNDI ?

REPONSE : Ce qui m'a le plus marqué c'est ma 1ère participation à la réunion mensuelle du personnel. En tant qu'Assistante du Représentant, je devais prendre notes pour faire le compte rendu de la réunion. On était en train de parler de l'évolution des carrières. Le Représentant, dans son intervention, a recommandé au personnel de toujours avoir le courage de postuler aux postes internationaux, même à celui du « WR ». J'étais complètement bleue.

Je ne comprenais rien de ce mot « WR ». Et chaque fois qu'on le prononçait, moi j'entendais toujours « vert » dans mes oreilles (rires). A la fin de la réunion, je m'approche d'un collègue pour savoir les prérequis pour postuler au poste du « vert ». Le collègue, qui s'est bien marré de moi, m'a expliqué qu'il s'agit du poste du Représentant qu'on désigne aussi sous l'appellation de WR WHO Représentative.

QUESTION : En tant que membre du staff de l'OMS BURUNDI, que pouvez-vous conseiller ou recommander pour que les interventions de l'OMS en appui au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA et aux autres institutions non étatiques avec lesquelles l'OMS collabore impactent plus positivement la vie des Burundais et des Burundaises.

REPONSE : Je recommanderais qu'il ait une très bonne collaboration interinstitutionnelle, une bonne gestion des appuis apportés et un rapportage dans les délais requis. Cela participe de l'efficacité de nos interventions et de la réputation de l'institution.

de courtoisie, de disponibilité, de discrétion et de polyvalence »

QUESTION : A quoi ressemblaient vos débuts à l'OMS BURUNDI...Quels ont été les grands défis auxquels vous avez été tout de suite confrontée ?

REPONSE : Mon recrutement à l'OMS m'a paru comme un rêve que se réalisait. J'ai été très fière car j'ai toujours caressé cette envie de travailler un jour dans le système des Nations Unies. Quelques fois même, j'en parlais avec mes anciens collègues. Quand j'ai été engagée à l'OMS, c'était une fierté pour moi. Mais les défis n'ont pas manqué. Juste deux semaines après mon arrivée, j'ai été



Partenaires

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.





Organisation
mondiale de la Santé

Charte des valeurs de l'OMS

Nos valeurs
Notre ADN



Des personnes chargées de servir la santé
publique en toutes circonstances



Des professionnels visant l'excellence dans
le domaine de la santé



Des personnes intègres



Des collègues et des partenaires œuvrant en collaboration



Des personnes soucieuses des autres



Organisation mondiale de la Santé

Organisation Mondiale de la Santé

Bureau de la Représentation au Burundi
Boulevard de l'UPRONA, Rohero II
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



**Organisation
mondiale de la Santé**

Burundi